

SNMG, ALLOCATIONS FAMILIALES ET MUTUELLES **DES ŒUVRES SOCIALES AU MENU DE LA TRIPARTITE**

Les questions qui risquent de diviser Ouyahia, Sidi-Saïd et le patronat ?

Le point relatif à la réévaluation du salaire national minimum garanti (SNMG) ne sera abordé qu'à une heure tardive de la tripartite et son annonce est attendue pour aujourd'hui dans la matinée. C'est le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui en a fait état, à l'issue de l'ouverture de la réunion regroupant le gouvernement, l'UGTA et le patronat, dont les travaux se tiennent depuis hier à huis clos à la résidence El-Mithak.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au total, six points sont inscrits à l'ordre du jour de cette 13^e tripartite. Il s'agit des questions relatives aux «récents développements économiques sur la scène nationale, au bilan et perspectives du dispositif de facilitation de départ à la retraite avant l'âge légal, instauré par l'ordonnance n°97-13 du 31 mai 1997, des dossiers des allocations familiales et des mutuelles sociales, de l'évaluation et de la perspective du pacte national économique et social et de la réévaluation du SNMG».

Il s'agit, à vrai dire, d'un ordre du jour qualifié de «sensible» et qui risque de provoquer des tensions entre les partenaires de ce treizième rendez-vous social.

Ainsi, les points relatifs aux allocations familiales, aux mutuelles sociales et au départ à la retraite sont d'ores et déjà perçus comme des questions qui fâchent, d'où la question de savoir si «l'UGTA serait prête à céder sur le dossier des mutuelles sociales ou à faire des concessions sur le dossier du départ à la retraite».

Du côté du patronat, l'on n'a pas hésité également à faire ouvertement des réserves sur le dossier des allocations familiales ou encore à rappeler au Premier ministre «l'absence de dialogue et de concertation lorsqu'il s'agit d'élaborer des dispositifs liés à l'économie nationale».

Ahmed Ouyahia, en sa qualité de Premier ministre, a tenté d'emblée de donner des garanties aux uns et aux autres.

Il dira, à ce sujet, que «l'Algérie peut actuellement engager de grands programmes publics pour améliorer le bien-être de sa population, offrir des plans de charges massifs aux entreprises et améliorer les conditions de ses travailleurs».

«Cette politique ne sera fructueuse et surtout durable à terme qu'au prix de réformes à approfondir, d'un consensus plus solide autour de l'intérêt national et d'efforts pour gagner la bataille de la qualité et de la compétitivité.

C'est à ce prix et à ce prix seulement que nous atteindrons le statut de pays émergent et que nous garantirons la viabilité à

terme de notre politique sociale au bénéfice de notre peuple», dira Ouyahia lors de son intervention qui n'a duré qu'une quinzaine de minutes.

Le patronat, par la voix du président de la Confédération générale des opérateurs et entrepreneurs algériens (CGOEA), a annoncé la couleur en portant à la connaissance du premier représentant des pouvoirs publics qu'il y a eu un manque flagrant de stratégie dans laquelle doit être insérée la PME-PMI algérienne».

Pour M. Habib Yousfi, durant quatre années, il n'y a pas eu de dialogue. Et d'indiquer que des mesures



Un rendez-vous sensible.

ont été prises par les pouvoirs publics dans le domaine économique (loi de

finances complémentaire 2009), sans que les parties concernées aient été

consultées. Pour sa part, le secrétaire général de l'UGTA axera son intervention sur la nécessité de «rétablir la justice sociale» et de redonner «aux travailleuses et aux travailleurs la possibilité de s'épanouir socialement».

Abdelmadjid Sidi-Saïd, dont l'intervention n'a duré qu'une douzaine de minutes, a plaidé pour «une justice sociale et économique».

En somme, les accords qui marqueront cette 13^e tripartite se joueront, selon des observateurs, en prolongation. Un arbitrage du premier magistrat du pays n'est pas à exclure.

A. B.

ILS REJETTENT LES PROPOSITIONS DE BENBOUZID

Les contractuels se rassemblent devant le Premier ministère

Les enseignants contractuels ne décolèrent pas. Ils ont choisi le jour de la tenue de la tripartite pour organiser un rassemblement devant le Premier ministère pour dire leur rejet des «solutions» proposées par Benbouzid. Comme d'habitude, la force publique était au rendez-vous pour empêcher les manifestants d'occuper la rue.

Nawal Imès Alger - (Le Soir) - Les enseignants, regroupés autour de la Coordination nationale des enseignants contractuels, affiliée au Snapap, rejettent la proposition de Benbouzid de passer par le concours pour une éventuelle régularisation.

Le ministre de l'Education nationale avait, au terme des négociations

avec les syndicats autonomes, décidé d'octroyer une dérogation spéciale aux licenciés afin d'accéder aux concours de l'éducation pour un recrutement au niveau des lycées.

Une proposition qui, selon la porte-parole de la Coordination des enseignants contractuels, n'est pas en faveur des 1 000 enseignants qui attendent

d'être titularisés depuis des années. «Cette solution ne nous arrange pas du tout. Les directions de l'éducation vont organiser des concours pour un ou deux postes par wilaya alors qu'il existe des centaines d'enseignants qui attendent d'être titularisés, sans compter que cette décision ne concerne que le secondaire. Les enseignants du moyen et du primaire en sont exclus. Il faut surtout savoir que contrairement à ce qui a été annoncé, les années d'expérience ne seront pas comptabilisées puisque lorsque les enseignants vont déposer

leurs dossiers pour le concours, le certificat de travail attestant du nombre d'années enseignées est automatiquement rejeté», estime-t-elle.

Désespérant de se faire entendre par le ministre de tutelle, ils ont saisi le Premier ministre pour aboutir au seul dénouement qui leur paraît équitable : une titularisation après des années passées à des postes de vacataires, souvent dans des conditions très difficiles et en ne percevant leurs salaires qu'avec plusieurs mois de retard.

N. I.

ÉDUCATION

Reporter les dates d'examen attise les tensions

Après trois semaines de grève, enseignants et élèves reprennent le chemin de l'école. Le ministère de l'Education nationale annonce d'emblée le report des compositions, prévues initialement pour fin novembre. Loin de calmer le bras de fer entre tutelle et syndicats, cette mesure attise encore les tensions.

Les vacances scolaires sont maintenues pour le 19 décembre prochain. Ce n'est qu'après le retour des vacances que les compositions pourront être organisées. Si les syndicats de

l'éducation approuvent cette décision, ils estiment que la situation demeure compliquée. En effet, suite au mouvement de protestation, certaines écoles ont été complètement pénalisées

alors que d'autres ne l'ont été qu'à moitié ou pas du tout. Si certains enseignants ont déjà commencé les devoirs scolaires et s'apprêtent à attaquer les compositions, d'autres exigent aujourd'hui le report des dates fixées car ils n'ont pas avancé dans le programme.

Le Cnapest : c'est l'anarchie !

«C'est l'anarchie !, affirme M. Ameziane Meriane, porte-parole du Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique. Des établissements scolaires ont déjà entamé les devoirs alors que d'autres préfèrent les reporter car bloqués pendant trois semaines !».

Il ajoute qu'en ce moment, il est impossible d'évaluer des élèves qui

n'ont eu qu'un mois de cours. «Il est préférable de reporter les compositions jusqu'après les vacances scolaires pour avancer dans le programme». M. Meriane explique qu'il n'est pas raisonnable d'agir dans la précipitation et que le retard causé par la grève peut être rattrapé si tous les acteurs concernés sont consultés. «Nos délégués, représentant les différentes wilayas, travaillent sur la question. Nos propositions seront présentées au ministère de l'Education le 6 décembre prochain».

CLA et Satef : traiter au cas par cas

Si le Cnapest opte pour une date d'examen uniforme, le Conseil des lycées d'Alger (CLA) et le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la for-

mation (Satef) ne sont pas de cet avis. Ils soutiennent en effet qu'il est impératif de traiter au cas par cas.

«L'on ne peut pas imposer une décision nationale à tous les établissements scolaires, ceux relevant du primaire, du fondamental et du secondaire ! Le taux de suivi diffère d'un établissement à un autre !», indique le secrétaire général du Satef, M. Sadali Mohamed Salem, expliquant que pour déterminer les modalités de rattrapage, le ministère de l'Education nationale doit impliquer les acteurs concernés, plus au fait des réalités du terrain. «Cependant, le report des dates d'examen ne règle pas le problème. Le secteur n'est pas à l'abri de nouvelles protestations si nos revendications ne sont pas prises en charge».

Pour le représentant du CLA, M. Achour Idir, la tutelle n'a pas à faire de la «sur-enchère» en prenant de telles décisions. «Il faut voir si de telles mesures ont un sens dans la pratique. Le ministère de l'Education nationale n'a pas à se prononcer au nom de toutes les écoles alors que la même situation est vécue différemment». Le responsable estime qu'il est possible de rattraper le retard en annulant les vacances prévues en février et mai prochains. Ce qui préoccupe ce syndicat, c'est la satisfaction des revendications des travailleurs. «Si nos revendications ne sont pas prises en charge, nous reconduirons le mouvement de protestation à partir de janvier prochain», affirme M. Achour Idir.

Irane Belkhedim

TIZI-OUZOU

Deux terroristes abattus

Les forces de l'ANP ont tendu, hier après-midi, une embuscade à des terroristes, dont le nombre n'a pu être déterminé, tout près d'un village de la commune d'Aït-Yahia, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou. L'opération a permis de mettre hors d'état de nuire deux terroristes et de récupérer leurs kalachnikovs.

A. M.